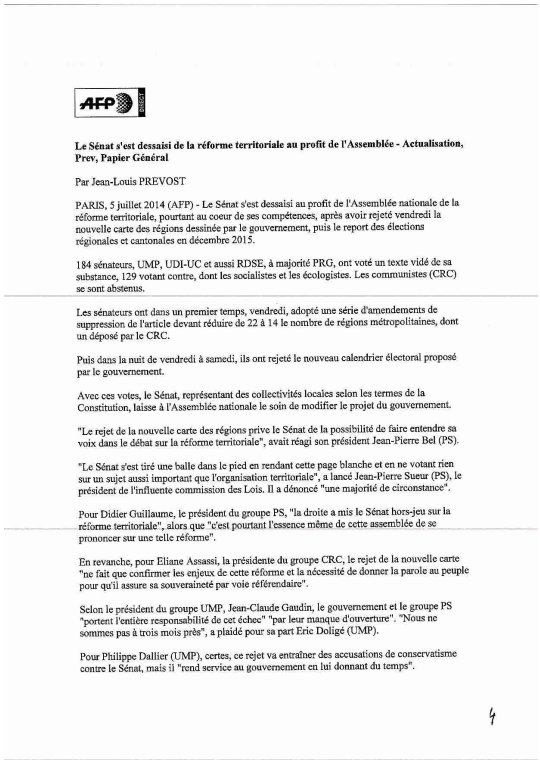
# Le Sénat s'est dessaisi de la nouvelle carte des régions au profit de l'Assemblée

Publication : mardi 29 juillet 2014 12:59

AFP, 5 juillet 2014



**Le Sénat s'est dessaisi de la réforme territoriale au profit de l'Assemblée - Actualisation, Prev, Papier Général**

Par Jean-Louis PREVOST

PARIS, 5 juillet 2014 (AFP) - Le Sénat s'est dessaisi au profit de l'Assemblée nationale de la réforme territoriale, pourtant au coeur de ses compétences, après avoir rejeté vendredi la nouvelle carte des régions dessinée par le gouvernement, puis le report des élections régionales et cantonales en décembre 2015.

184 sénateurs, UMP, UDI-UC et aussi RDSE, à majorité PRG, ont voté un texte vidé de sa substance, 129 votant contre, dont les socialistes et les écologistes. Les communistes (CRC) se sont abstenus.

Les sénateurs ont dans un premier temps, vendredi, adopté une série d'amendements de suppression de l'article devant réduire de 22 à 14 le nombre de régions métropolitaines, dont un déposé par le CRC.

Puis dans la nuit de vendredi à samedi, ils ont rejeté le nouveau calendrier électoral proposé par le gouvernement.

Avec ces votes, le Sénat, représentant des collectivités locales selon les termes de la Constitution, laisse à l'Assemblée nationale le soin de modifier le projet du gouvernement.

"Le rejet de la nouvelle carte des régions prive le Sénat de la possibilité de faire entendre sa voix dans le débat sur la réforme territoriale", avait réagi son président Jean-Pierre Bel (PS).

"Le Sénat s'est tiré une balle dans le pied en rendant cette page blanche et en ne votant rien sur un sujet aussi important que l'organisation territoriale", a lancé Jean-Pierre Sueur (PS), le président de l'influente commission des Lois. Il a dénoncé "une majorité de circonstance".

Pour Didier Guillaume, le président du groupe PS, "la droite a mis le Sénat hors-jeu sur la réforme territoriale", alors que "c'est pourtant l'essence même de cette assemblée de se prononcer sur une telle réforme".

En revanche, pour Eliane Assassi, la présidente du groupe CRC, le rejet de la nouvelle carte "ne fait que confirmer les enjeux de cette réforme et la nécessité de donner la parole au peuple pour qu'il assure sa souveraineté par voie référendaire".

Selon le président du groupe UMP, Jean-Claude Gaudin, le gouvernement et le groupe PS "portent l'entière responsabilité de cet échec" "par leur manque d'ouverture". "Nous ne sommes pas à trois mois près", a plaidé pour sa part Eric Doligé (UMP).

Pour Philippe Dallier (UMP), certes, ce rejet va entraîner des accusations de conservatisme contre le Sénat, mais il "rend service au gouvernement en lui donnant du temps".



Phoca PDF